

INFORMATIONS MUNICIPALES

COMPTE RENDU de la séance du Conseil Municipal du 16 Juillet 2019

APPROBATION DU PROCES VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL du 24 Avril 2019

Monsieur le Maire demande si le compte rendu du dernier Conseil Municipal qui a été remis à l'ensemble des membres avec la convocation n'appelle aucune observation et en demande l'approbation.

Le procès-verbal est adopté à l'unanimité : Pour : 12 Contre : 0 Abstention : 0

RAPPORTS SUR L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT – MODIFICATION DE CREDITS/SERVICE DES EAUX :

Monsieur le Maire présente, comme chaque année, les rapports sur l'eau et l'assainissement devant être approuvés par le Conseil Municipal. Ces rapports ont été établis par les deux secrétaires de mairie et Monsieur Laurent HEITZ que Monsieur le Maire tient à remercier tout particulièrement.

Le Code Général des Collectivités Territoriales impose, par son article L.2224-5, la réalisation d'un rapport annuel sur le prix et la qualité du service d'eau potable et d'un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'assainissement collectif.

Après présentation des rapports annuels, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- **ADOpte** les rapports sur le prix et la qualité du service d'eau potable et de l'assainissement collectif de la Commune de LAMARCHE pour l'année 2018

- **VOTE** un crédit de :

- 10,00 € compte 701249 (redevances pollution)

- 10,00 € cpte 706129 (modernisation des réseaux)

par prélèvement du compte 6063 (fournitures d'entretien).

Les deux délibérations ne faisant l'objet que d'un seul vote.

A l'unanimité : Pour : 12 Contre : 0 Abstention : 0

ANNULATION DE CREANCES/BUDGET SERVICE DES EAUX :

Monsieur le Maire fait part au Conseil municipal d'un courrier en date du 5 Juin 2019 de Monsieur Douillet, Trésorier, concernant la demande d'effacement de dette décidé en commission de surendettement du 28 Mars 2019, Monsieur le Maire explique qu'une délibération est nécessaire pour l'annulation de créances d'un montant de 115,91 € sur le budget eau,

La décision d'annulation s'impose et il convient de voter des crédits au budget,

le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- Accepte l'annulation de cette créance,

- Cette dépense sera prélevée sur le compte 6542 du budget Services des Eaux, (créances éteintes).

Le Conseil Municipal à la majorité refuse cette annulation.

A la majorité : Pour : 0 Contre : 11 Abstention : 1

TRAVAUX D'EXPLOITATION 2019-2020 : CHOIX DES ENTREPRISES :

Monsieur le Maire fait part au Conseil Municipal que suite à l'appel d'offre concernant le programme de travaux d'exploitation 2019-2020, bûcheronnage et éhouppage, la Commission d'ouverture des plis s'est réunie le 16 Juillet 2019, il s'avère qu'une seule entreprise a répondu. Après analyse de l'offre, la Commission a retenu l'entreprise BOIS ET TRAVAUX.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Vu des explications de Monsieur le Maire,

ENTERINE le choix de la Commission d'ouverture des plis et retient l'entreprise BOIS ET TRAVAUX

Lot numéro 1

* Bûcheronnage - débardage

* Découpe qualité,

* Câblage,

pour un montant de 145.332,70 € Hors Taxe soit 159.865,97 € Toutes Taxes Comprises,

Lot numéro 2

* Ehouppage

pour un montant de 760,00 € Hors Taxe soit 836,00 Toutes Taxes Comprises.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer le marché avec l'Entreprise Bois et Travaux.
A l'unanimité : Pour : 12 Contre : 0 Abstention : 0

SUBVENTIONS : CLUB DE GYMNASTIQUE ET CLUB DE PETANQUE/FRAIS CHAMPIONNAT DE FRANCE :

Monsieur le Maire donne lecture :

- d'un courrier de Monsieur le Président du Club Gymnique de Lamarche, annonçant la qualification de l'équipe masculine au championnat de France qui s'est déroulé à Les Ponts de Cé (Maine et Loire) du 14 au 16 Juin 2019. Le club sollicite une subvention communale pour financer les frais du Championnat de France.

- d'un courrier de Monsieur le Président du club de Pétanque sollicitant une subvention pour un jeune joueur lamarchois qualifié pour le championnat de France de Pétanque à Nevers (Nièvre), cette compétition aura lieu les 24 et 25 Août 2019, la subvention permettra la prise en charge des frais (hôtel, autoroute, carburant).

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Décide :

- d'attribuer une subvention de 300,00 € au Club Gymnique de Lamarche, au vu des justificatifs fournis lors du déplacement,

- de reporter la subvention du Club de Pétanque de Lamarche après le déroulement de la compétition et au vu des dépenses engagées,

Les crédits seront prélevés sur le compte 6574 du budget de la Commune.

A l'unanimité : Pour : 12 Contre : 0 Abstention : 0

Monsieur le Maire :

- remercie ses collègues présents, le personnel technique et Monsieur Thierry MERLIN notre artificier pour la manifestation du 14 Juillet. Le repas champêtre a réuni environ 180 participants,

- informe que suite aux arrêtés préfectoraux portant limitation provisoire de certains usages de l'eau, et à la canicule, le personnel technique travaille à partir de 6 Heures du matin, il procède à l'arrosage des fleurs et en ce moment effectue le désherbage du cimetière.

- informe qu'un contrat aidé a été signé avec Monsieur Philippe BRUNNER à compter du 1^{er} Juin 2019.

Monsieur Christian GARILLON apporte des informations sur la dernière tranche de travaux alimentation d'eau potable et protection incendie.

Monsieur le Maire ajoute qu'une étude complémentaire est en cours.

Monsieur Guy FIEUTELOT insiste sur le fait qu'il faudra être vigilant sur le problème des réserves incendie et que bien entendu l'aval du Service Départemental d'Incendie et de Secours sera indispensable.

Monsieur Christian GARILLON précise que plusieurs solutions sont étudiées.

Monsieur Christian GARILLON informe que la Batterie Fanfare de MONTHUREUX SUR SAONE organise une répétition aux Promenades le Vendredi 26 Juillet prochain à 20 Heures.

Madame Marie Louise CAYTEL interroge sur la bâche qui a été posée sur le mur de la maison Renard. Monsieur le Maire lui répond qu'il s'agit de la mise en sécurité dudit mur qui a été réalisée.

Monsieur le Maire souhaite de bonnes vacances à l'ensemble des membres du Conseil Municipal.

**COMPTE RENDU de la séance du Conseil Municipal du
9 Octobre 2019**

Monsieur le Maire indique que si la salle du Conseil est en désordre, c'est parce que Monsieur Eric SCHIFFERLING effectue les travaux de peinture au salon d'honneur, suite à un sinistre.

APPROBATION DU PROCES VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL du 16 Juillet 2019

Monsieur le Maire demande si le compte rendu du dernier Conseil Municipal qui a été remis à l'ensemble des membres avec la convocation n'appelle aucune observation et en demande l'approbation.

Le procès-verbal est adopté à l'unanimité : Pour : 13 Contre : 0 Abstention : 0

PASSAGE D'UN ITINERAIRE DE RANDONNEE A VELO TOUT TERRAIN SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE LAMARCHE

Monsieur Le Maire présente au Conseil Municipal la demande du Pôle d'Equilibre Territorial Rural (PETR) du Pays d'Epinal Cœur des Vosges et présente le plan du parcours de randonnée qui passera sur le Territoire de la Commune.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, sur proposition de Monsieur le Maire,

Vu la demande présentée par le Pôle d'Equilibre Territorial Rural (PETR) du Pays d'Epinal, Cœur des Vosges,

Et après avoir pris connaissance des itinéraires concernés par la pratique du Vélo Tout Terrain,
En ce qui concerne les voies communales et chemins ruraux,

S'engage :

- à conserver aux chemins d'intérêt touristique retenus sur son territoire, leur caractère public et ouvert ;
- à ne pas les aliéner ;
- à y maintenir la libre circulation du vélo tout terrain, en particulier par un entretien régulier des chemins ;
- à en empêcher l'interruption (pas de clôtures) ;
- à accepter un balisage conforme à celui défini par la Fédération Française de Cyclisme et l'implantation du ou des points d'accueil et d'information ;
- et à prévoir le remplacement desdits itinéraires par des itinéraires de substitution en cas de modifications (suppression, remembrement, cession).

Monsieur Christian GARILLON interroge sur l'entretien des chemins,

Monsieur Guy FIEUTELOT indique qu'il s'agit d'un circuit définitif, validé.

Monsieur le Maire indique qu'un panneau sera posé aux Promenades concernant ce circuit.

A la majorité : Pour : 12 Contre : 0 Abstention : 1

VENTE COMMUNE DE LAMARCHE/Société Civile Immobilière A LA POINTE DES VOSGES

Monsieur le Maire explique au Conseil Municipal que pour finaliser l'acte de vente du bâtiment, 4 Rue de la Croix de Mission (l'ancienne perception) à l'étude notariale, acceptée suivant délibération du 14 Novembre 2018 qu'il a signé le 23 Septembre dernier, il y a lieu de le déclasser du Domaine Public Communal et de l'intégrer dans le domaine privé.

VU la rupture du bail de la Trésorerie avec la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) en date du 16 Mai 2018 avec effet au 30 Novembre 2018,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article L 2141-1 qui précise qu'un «bien d'une personne publique mentionnée à l'article L 1, qui n'est plus affecté à un service public ou à l'usage direct du public, ne fait plus partie du domaine public à compter de l'intervention de l'acte administratif constatant son déclassement».

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant que ce bien n'étant plus affecté à l'usage du public, il convient de le déclasser,

Considérant qu'il résulte de cette situation une désaffectation de fait de ce bien,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- Constate la désaffectation du bien sis 4, rue de Croix de Mission, cadastré section G numéro 1151,
- Décide du déclassement de ce bien du domaine public communal et son Intégration dans le domaine privé communal,

Autorise Monsieur le Maire à signer tout document se rapportant à cette opération avec la Société Civile Immobilière A LA POINTE DES VOSGES.

A l'unanimité : Pour : 13 Contre : 0 Abstention : 0

ADHESION A LA CONVENTION DE PARTICIPATION "SANTE" DU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DES VOSGES Groupe VYV MNT

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal, que le décret numéro 2011-1474 paru le 8 Novembre 2011 donne à nouveau la possibilité aux employeurs publics de contribuer financièrement à la couverture santé de leurs agents (fonctionnaires, non titulaires et de droit privé). La participation financière ne trouvait plus de cadre juridique valable depuis l'abrogation en 2005 par le Conseil d'Etat de l'arrêté « Chazelle » du 19 Septembre 1962.

Les articles 25 et 88-2 de la loi du 26 Janvier 1984 donnent compétence aux Centres de Gestion pour conclure une convention de participation pour le compte des collectivités et établissements de leur ressort qui le demandent.

Le Centre de Gestion des Vosges a décidé de résilier le contrat collectif mis en place le 01/01/2016 pour le risque «SANTE» et disposer au 1^{er} Janvier 2020 d'un contrat «Santé» conforme aux récentes réformes dénommées «100 % SANTE» ou «RESTE A CHARGE 0».

Les articles 25 et 88-2 de la loi du 26 Janvier 1984 donnent compétence aux Centres de Gestion pour conclure une convention de participation pour le compte des collectivités et établissements de leur ressort qui le demandent. Plus de 600 collectivités vosgiennes, représentant 9 000 agents, sont concernées par la convention de participation «MUTUELLE SANTE».

Le groupement des collectivités à l'échelon départemental permet d'optimiser les coûts d'adhésion des agents en leur garantissant un contenu contractuel de haut niveau. Le Centre de Gestion présentera l'ensemble de son cahier des charges et l'offre retenue lors de réunions d'information organisées sur tout le département des Vosges.

Les éléments substantiels de cette convention de participation peuvent être résumés comme suit :

- Une adhésion libre des agents selon leurs souhaits ou contraintes (contrat «Santé» obligatoire du conjoint par exemple),

- Un panel de 2 formules de souscription permettant à vos agents d'être couverts selon leurs choix et/ou contraintes budgétaires,
- Une option, au choix de chaque agent, permettant de couvrir, au-delà de la couverture de base, les dépassements d'honoraires de certains praticiens et professionnels de santé,
- Une couverture proposée aux agents retraités de la collectivité selon des conditions avantageuses,
- Un pilotage annuel réalisé par un «tiers-expert» désigné par le Centre de Gestion des Vosges. Ce pilotage permet d'adapter le contrat aux niveaux de consommations relevés chaque année et de modifier le contenu contractuel pour répondre au mieux aux besoins des adhérents. Cette analyse technique neutre, exhaustive et objective, sera un atout lors des futures discussions/négociations avec l'assureur.
- La prise en compte de toutes les situations familiales : agent seul, en couple, avec ou sans enfants à charge,
- Une assistance et un accompagnement de toutes les collectivités par le Centre de Gestion des Vosges : relations avec les équipes de la mutuelle retenue, accompagnement en cas de difficulté de gestion (adhésions, vie du contrat),
- La participation financière de l'employeur doit être fixée à au moins 6,00 € par mois et par agent en 2020, et ne peut dépasser le montant total de la cotisation (avec une préconisation des élus et des représentants du personnel du Centre de Gestion 88 à 15,00 €/agent/mois). Ce seuil de participation évoluera annuellement de 1,00 € par an, pour atteindre 10,00 € par mois et par agent en 2024,
- Une communication directe est effectuée par le Centre de Gestion auprès des collectivités et agents adhérents. Toutes les informations relatives au contrat seront rendues transparentes et directement consultables en accès libre sur le site internet du Centre de Gestion 88 ainsi que par messagerie électronique,

Monsieur le Maire propose :

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code des Assurances ;

VU la loi numéro 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment l'article 26.

VU le décret numéro 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

VU la directive 2004/18/CE du Parlement européen et du Conseil, du 31 mars 2004, relative à la coordination des procédures de passation des marchés publics de travaux, de fournitures et de services ;

VU la délibération du Centre de Gestion des Vosges en date du 14 septembre 2018 approuvant le lancement d'une consultation pour la passation d'une convention de participation mutualisée au risque « Santé » dans le domaine de la protection sociale complémentaire pour l'ensemble des collectivités vosgiennes ;

VU notre dernière délibération du 14 mars 2018 décidant de nous joindre à la mise en concurrence lancée par le Centre de Gestion des Vosges,

VU l'avis du Comité Technique Paritaire placé auprès du Centre de Gestion des Vosges en date du 4 juillet 2019 validant à l'unanimité de ses membres le choix du groupement d'opérateurs : Groupe VYV (Porteur du risque)

VU la délibération du Centre de Gestion des Vosges en date du 4 juillet 2019 désignant le groupement d'opérateurs : MNT (Groupe VYV) en charge du lancement et de la gestion de la convention de participation «Santé» ainsi qu'un seuil minimal de participation financière par l'employeur de 6€ par mois et par agent,

VU l'exposé du Maire,

- Considérant l'intérêt social d'une couverture « Santé » généralisée dans les effectifs de la collectivité,
- Considérant que la participation financière de l'employeur incite, facilite et renforce la couverture complémentaire «Santé»,
- Considérant que le contenu de l'offre négociée par le Centre de Gestion des Vosges présentée lors de réunions correspond aux attentes de la collectivité,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide :

- D'adhérer à compter du 1er janvier 2020 à la convention de participation pour le risque «Santé» organisée par le centre de Gestion des Vosges pour une durée de 6 ans (01/01/2020 – 31/12/2025).
- De fixer à 20,00 € par mois la participation financière de la collectivité au risque « Santé» susmentionné, (quelle que soit la quotité ou la modalité d'exercice du travail fourni par chaque agent). Cette participation pourra être versée directement à chaque agent et viendra en déduction de la cotisation versée à l'opérateur.
- D'autoriser le Maire à signer l'adhésion à la convention de participation conclue par le Centre de Gestion des Vosges avec les opérateurs sélectionnés et tout document s'y rapportant,
- D'autoriser le Maire à signer l'adhésion à la convention d'adhésion et de gestion conclue par le Centre de Gestion des Vosges moyennant une participation financière fixée par la grille tarifaire suivante :

- Collectivités de 51 à 300 agents : 200,00 €/AN
- Collectivités de 10 à 50 agents : 150,00 €/AN
- Collectivités de moins de 3 à 9 agents : 50,00 €/AN
- Collectivités de 1 ou 2 agents : GRATUITE

Cette contribution permettant d'expérimenter la gestion des sinistres par les services du Centre de Gestion des Vosges en lieu et place des services de gestion du personnel des collectivités.

- D'autoriser le Maire à habilitier le Centre de Gestion à le mandater pour qu'il relance une consultation départementale en cas de résiliation anticipée (à l'initiative du Centre de Gestion 88 ou de l'assureur Mutuelle Nationale Territoriale).

Messieurs Christian GARILLON et Jean-Marie MAIRE demandent un peu plus de précision sur cette adhésion.

Monsieur le Maire répond qu'il s'agit d'une formule qui sera proposée au personnel mais qu'il n'y a pas d'obligation d'adhésion.

Monsieur Guy FIEUTELOT ajoute que les mêmes dispositions ont été présentées à la Communauté de Communes.

A l'unanimité : Pour : 13 Contre : 0 Abstention : 0

CONTRAT EPARGNE TEMPS - REFORME DU DISPOSITIF - MODALITES D'APPLICATION

Monsieur le Maire explique au Conseil Municipal qu'il retire cette délibération de l'ordre du jour par manque d'information.

FORETS - ETAT D'ASSIETTE 2020

Monsieur le Maire indique que suite à la réunion de la Commission Forêts du 7 Octobre 2019, il y a lieu de prendre une délibération pour entériner l'état d'assiette 2020 présenté par l'Office National des Forêts.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

Accepte la proposition d'état d'assiette 2020 faite par l'Office National des Forêts qui découle de l'application de l'aménagement forestier.

Fixe comme suit la destination des grumes des parcelles : 9 - 79 - 81 - 18 - 60a - 74a - 59b - 27u - 6a - 57a - 11r - 19r - 47r - 54 - 57r - 5r - chablis :

vente des grumes façonnées bord de route,

Fixe comme suit la destination des houppiers et petits bois des parcelles 9-79-18-27-6-57a-11r-19r-47r-54-57r-5r :

vente des houppiers et petits bois façonnés bord de route,

Fixe comme suit la destination des houppiers et petits bois des parcelles 74a et 81 :

délivrance des bois en affouage,

Fixe comme suit la destination des houppiers et petits bois des parcelles chablis :

vente en bloc et sur pied.

(a : amélioration, b : résineux, r : régénération, u : unique)

Monsieur le Maire précise que l'état d'assiette respecte intégralement le plan de gestion et qu'il n'y a pas de coupes ajoutées.

Monsieur Jean-Benoît CONTAUX indique que rien n'a été ajouté à cet état d'assiette, qu'il y a beaucoup de parcelles concernées et qu'il y a de nombreux arbres dépérissants.

Monsieur le Maire insiste sur la très bonne gestion de forêt en collaboration avec l'Office National des Forêts depuis des décennies et que l'argent investi dans les plantations contribue aux bons résultats. Il remercie l'ensemble des membres de la Commission.

A l'unanimité : Pour : 13 Contre : 0 Abstention : 0

SUBVENTION CLUB DE PETANQUE / FRAIS CHAMPIONNAT DE FRANCE

Monsieur revient sur la demande du club de Pétanque, évoquée lors du dernier Conseil Municipal, sollicitant une subvention pour un jeune joueur Lamarchois qualifié pour le championnat de France de Pétanque à Nevers, cette compétition a eu lieu les 24 et 25 août 2019, la subvention permettra la prise en charge des frais (hôtel, autoroute, carburant). Monsieur le Maire fait part au Conseil Municipal du courrier du 31 août 2019 faisant état des dépenses engagées,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- décide d'attribuer une subvention de 100,00 € au club Pétanque de Lamarche,

- les crédits seront prélevés sur le compte 6574 du budget de la Commune.

Monsieur Jean-Marie MAIRE ajoute que le Conseil Départemental subventionne également les clubs participant aux Championnats de France.

A la majorité : Pour : 12 Contre : 0 Abstention : 1

POSITIONNEMENT COMMUNAUTE DE COMMUNES CONCERNANT LE PROJET D'EVOLUTION DE L'ORGANISATION DES FINANCES PUBLIQUES

Monsieur le Maire explique que lors du dernier Conseil Communautaire il a été demandé aux Communes de prendre position concernant les propositions faites par Monsieur le Directeur Départemental des Finances Publiques des Vosges, Monsieur NAERT, lors de la réunion du 17 septembre 2019 à la Communauté de Communes de Darney. En effet, dans un cadre rénové, et au terme d'une phase de concertation, menée à l'occasion de 2 réunions avec les élus tenues les 4 juillet et 17 septembre 2019 à Darney, les engagements de la Direction Départementale des Finances Publiques des Vosges (DDFIP des Vosges), au profit des usagers particuliers et professionnels ainsi qu'au profit des élus locaux du périmètre de la Communauté de Communes Les Vosges Côté Sud-Ouest, portent sur 3 composantes de l'organisation ainsi rénovée à savoir :

- 1) Les opérations de paiement des dépenses et de recouvrement des recettes des communes et des syndicats actuellement gérés par la Trésorerie de Darney, seront assurées à compter du 1er janvier 2022 par le Service de Gestion Comptable (SGC) de Vittel.
- 2) Un poste à plein temps de Conseiller aux collectivités locales, sera implanté au profit des élus du territoire de la Communauté de Communes dès 2020.
- 3) Pour faire suite aux demandes des élus, l'accueil de proximité des usagers pourra être assuré à Darney, Monthureux Sur Saône et Lamarche et adossé aux Maisons de Service au Public implantées sur le Territoire de la Communauté de Communes.

a. A compter de 2022, cet accueil de premier niveau sera complété par des présences assurées par un agent de la Direction Général des Finances Publiques (DGFIP).

b. Il est proposé que ces présences soient assurées à Darney dans les locaux de la MSAP (Maison des Services au Public) à raison d'une journée par semaine. Si les élus le souhaitent, elles pourraient être assurées alternativement à Darney, à Lamarche et à Monthureux Sur Saône.

A la suite de ce projet d'évolution de l'organisation des Finances publiques, le Conseil Municipal souhaite exprimer son mécontentement face au décalage croissant entre les engagements pris par l'Etat et le Gouvernement et les réalités auxquelles notre Territoire rural est confronté.

Ainsi, le combat contre les injustices territoriales passe par une égalité d'accès de chacun de nos habitants à des services publics de qualité grâce à la conservation du maillage actuel qui ne peut être porté, ni uniquement assumé, par les seules collectivités territoriales, notamment en conservant les personnels qui leur sont dédiés.

Monsieur le Maire propose de passer au vote afin de s'opposer à toutes mesures qui auraient pour conséquences : «l'affaiblissement des services publics en particulier en zone rurale».

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- **S'OPPOSE** à toutes mesures qui auraient pour conséquences l'affaiblissement des services publics et demande au Gouvernement de renoncer à cette réforme des services fiscaux départementaux.

A la majorité : Pour : 12 Contre : 1 Abstention : 0

Monsieur Jean-Benoît CONTAUX ajoute que la réfection du Chemin des Vieux Prés prévue au budget sera réalisée au printemps

Monsieur Guy FIEUTELOT fait remarquer qu'une réunion avait lieu la veille à Vittel à la Salle du Moulin avec Monsieur le Président du Conseil Départemental.

INFORMATIONS :

REPAS DES AINES : Le Comité des Fêtes a distribué à toutes les personnes âgées de 65 ans et plus une invitation pour le repas organisé par le Centre Communal d'Action Sociale le Samedi 16 Novembre 2019. Au cas où il y aurait des oubliés, ne pas hésiter à prendre contact avec la Mairie.

COLLECTE TEXTILES AREMIG (Association pour la Recherche et les Etudes dans les Maladies Infantiles Graves) : Le SICOTRAL (Syndicat Mixte de Collecte et de Traitement des Déchets Ménagers et Assimilés de la Région de Lerrain) organise une collecte de textiles au profit de l'association AREMIG du **12 au 23 Novembre 2019**. Des sacs sont à votre disposition à la Mairie aux heures habituelles d'ouverture. Les sacs poubelles sont autorisés.